

Le crime de la rue Mercier, à Lille

L'assassin présumé se défend avec énergie

Des fouilles ont été effectuées dans les égouts de Lille

L'information judiciaire concernant le crime de la rue Mercier, à Lille, a été reprise avec vigueur au cours de la journée d'hier, par M. Blanchard, juge d'instruction, chargé de cette affaire.

Dans la matinée de jeudi, le magistrat a reçu d'abord les dépositions du père et de plusieurs membres de la famille de l'assassiné.

M. Blanchard, avant toutes choses, a cherché à établir quelles relations existaient entre l'inculpé et sa belle-sœur, Jeanne Fomelle et aussi quelle fut l'attitude de Boury après le crime.

Des déclarations recueillies, il apparaît que la plaignante et son beau-frère se connaissent depuis de longues années et qu'ils ont vécu en bonne intelligence et au surplus que l'attitude de l'assassiné présumé, fut, pendant quelques jours, de nature à permettre les commentaires les plus malveillants.

L'interrogatoire de Boury

Boury fut ensuite interrogé par M. Blanchard, en présence de son défenseur M. Spryès. L'accusé qui se défendait avec beaucoup d'assurance, discuta point par point, les faits relevés à sa charge.

Notamment, il donna de son emploi du temps pendant la nuit du crime, la même version que sa femme, à savoir qu'à 10 h. 30 du soir, le vendredi 11 mai, il était mis au lit à côté de Mme Boury qui se rendait au lit le lendemain samedi, alors qu'il faisait jour.

En ce qui concerne le pantalon de toile bleue, taché de sang, trouvé chez lui lors d'une perquisition, Boury a prétendu à nouveau qu'il tenait ce vêtement d'un militaire, venu chez lui en 1919, alors qu'il était tabacrier à Loos.

Il a même, fois-ci, fourni au juge le prénom de ce militaire, ainsi que des indications sur l'arme à laquelle appartenait ce dernier.

Il faut louer Boury d'avoir su accomplir cet effort de mémoire... un peu tardif peut-être.

L'interrogatoire de l'inculpé s'est continué dans l'après-midi, sans apporter aucun fait nouveau, ni d'appréhensions précises.

On retrouve deux couteaux

Ainsi que nous l'avions annoncé, le service d'ébouage de la ville de Lille, a procédé jeudi matin à la visite des égouts des rues des Stations et Mercier, dans le but de retrouver l'arme du crime.

Ces travaux effectués avec une grande célérité et très consciencieusement, étaient dirigés par M. Delfosse, entrepreneur d'ébouage.

M. Ferry, chef de la section des égouts, a délégué sur les lieux les inspecteurs M. Demarcq qui, en compagnie de MM. Lefebvre, inspecteur des travaux municipaux et Accout, surveillant, assista aux recherches.

Au cours de ces dernières, on retrouva toutes sortes d'objets, des cercles en fer, des morceaux de bois, de vieilles enveloppes de vélo, des objets en caoutchouc, pas mal de bouteilles et aussi une quantité invraisemblable de cartouches de fusil de provenance allemande.

On découvrit également, à l'entrée de la bouche d'égout, sise à proximité du lieu de l'assassinat, un couteau de table, à manche en corne, dont le bout de la lame est de forme assez ronde et, à l'angle des rues des Stations et d'Alphonse-Mercier, un petit couteau de cuisine, très effilé, dont le manche en bois, qui se trouve en mauvais état, semble comme tardu. Nous avons dit ailleurs probablement à revenir sur cette dernière trouvaille.

Les deux couteaux, placés sous scellés, ont été expédiés aux soins de M. le procureur général, au parquet de Lille, qui les fera vraisemblablement examiner.

À midi 30, les fouilles étaient terminées. M. Blanchard reprit ses interrogatoires, mais si nous - nous-mêmes bien renseignés, aucun fait intéressant ne surgira avant le début de la semaine prochaine.

Il convient d'ajouter pour éclairer ces dires, que M. Ferry, à qui M. Blanchard a fait parvenir une commission rogatoire très étendue, continue l'enquête policière avec une inlassable activité.

Un détenu s'est pendu à la prison de Béthune

Le nommé François Delvalle, 44 ans, mineur, qui, le 15 mars dernier, avait tiré sur son ex-ami Rosine Delmarre, deux coups de revolver, s'est pendu hier après-midi dans sa cellule, à la prison de Béthune.

Il s'est servi pour se pendre d'une serviette et d'un fil de fer servant à faire des couronnes mortuaires. Delvalle avait été condamné le matin même, à quatre mois de prison par le tribunal correctionnel de Béthune.

Le chancelier et d'autres personnalités sont également menacés

Vienna, 5. — Vers la mi-juin, un jeune homme nommé Karger, appartenant à l'organisation nationale socialiste, était assassiné dans une forêt près de Vienna.

Importantes décisions ont été prises hier

Elles concernent les salaires et indemnités des fonctionnaires

Paris, 5. — Le groupe interparlementaire des départements dévastés s'est réuni aujourd'hui sous la présidence de M. Hayez et René Gouge.

Après avoir pris connaissance d'une dépêche qui lui a été adressée, le groupe a décidé, sur la demande de M. Pasqual, d'intervenir auprès de la Commission sénatoriale d'administration générale, pour obtenir le maintien de la loi votée par la Chambre, relatif aux fonctionnaires, mobilisés, anciens prisonniers de guerre.

Après avoir pris connaissance d'une dépêche qui lui a été adressée, le groupe a décidé, sur la demande de M. Pasqual, d'intervenir auprès de la Commission sénatoriale d'administration générale, pour obtenir le maintien de la loi votée par la Chambre, relatif aux fonctionnaires, mobilisés, anciens prisonniers de guerre.

Après avoir pris connaissance d'une dépêche qui lui a été adressée, le groupe a décidé, sur la demande de M. Pasqual, d'intervenir auprès de la Commission sénatoriale d'administration générale, pour obtenir le maintien de la loi votée par la Chambre, relatif aux fonctionnaires, mobilisés, anciens prisonniers de guerre.

Pour le relèvement des salaires des Fonctionnaires

Des députés socialistes vont interpellier le Gouvernement

Paris, 5. — Le groupe socialiste a reçu une délégation du cartel des services publics.

Il a décidé à la suite de cette intervention, de charger de préconisation, M. Vellu d'interpellier le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour mettre d'urgence les traitements et salaires des fonctionnaires ouvriers et agents, des travaux publics, en harmonie avec le coût réel de la vie.

Le groupe a ensuite chargé Lebas, Presseman, Jean, Félix, Blet et Moutret de suivre le débat et de déposer des amendements sur le projet de loi relatif aux assurances sociales.

LA COUR D'ASSISES DU NORD

Un brocanteur de Louvroil étrangla sa maîtresse

ELLE-OI AVAIT VOULU L'EMPECHER DE SOIRE

Engène Moine, 36 ans, brocanteur à Louvroil, est inculpé de coups mortels. Voici les faits qui lui ont valu sa condamnation.

Le 21 décembre 1922, l'accusé étant ivre, au cabaret Despeghel, à Louvroil, vit entrer son amie, Rosalie Deconinck, qui lui reprocha sa conduite et sa liaison avec un fonctionnaire.

Quand elle revint vers 20 heures, l'homme n'était plus et sa mère ne se trouvait plus dans la cuisine. Elle était étendue sur son lit et morte.

Marguerite lui parla, mais n'obtint point de réponse. Elle lui demanda alors si c'était Moine qui avait mis dans un état pareil, et, pendant toute la nuit, elle lui fit avec une liste un signe affirmatif.

Le lendemain soir, le malade revint voir sa victime, mais celle-ci avait perdu l'usage de la parole et semblait dans le coma. Il prit alors dans un état d'égarement, mais il s'enfuit à Paris où il fut arrêté le 6 janvier 1923.

Le médecin légiste qui a pratiqué l'autopsie du corps de la défunte affirme que la mort est due à une asphyxie lente consécutive à des manœuvres strangulaires.

L'accusé a déjà été condamné trois fois. Il fait l'objet de mauvais renseignements.

5 ANS DE PRISON

Après une habile plaidoirie de M. Escoffier, le jury rapporte un verdict qui écarte les circonstances atténuantes.

En conséquence, Moine est condamné à cinq ans de prison et 2.000 francs de dommages et intérêts.

INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI

Le Procureur dit qu'il va prouver la culpabilité de M. Judet

Il parle de son attitude inexplicable au moment critique de la guerre

L'audience est ouverte à midi 40. M. Lescouvé continue son réquisitoire. Il rappelle les grandes lignes qu'il examina hier.

M. Judet, dit plus tard le Procureur, quitta la France au moment le plus critique de la guerre. Plus tard, en Suisse, il comprend qu'il doit enfin expliquer son attitude et s'occuper dans ses lettres, les raisons de son séjour prolongé. Sans de sa femme et de ses enfants ; émotion de ceux-ci, repos pour lui et les siens, etc.

Pourquoi revient-il enfin ? mystère

Des faits précis arrivent jusqu'à la connaissance de celui qui est au pouvoir à l'époque. M. Georges Clémenceau. M. Judet ne revient pas, il dit qu'il ne veut pas se jeter lui-même entre les pattes du Seigneur. Mais M. Clémenceau quitte le pouvoir en 1920.

Pourquoi M. Judet ne rentre-t-il pas en France à ce moment-là ? Ce n'est que le 11 juillet 1922, que M. Judet se décide à rentrer en France, à se constituer prisonnier.

Pourquoi revient-il ? Mystère. Il veut parler, il veut se défendre.

Et les révélations promises ?

Avez-vous entendu les révélations qu'il a promises MM. les jurés ? continue M. Lescouvé. Je n'ai rien entendu, pas de charges, pas de preuves, mais un fonctionnaire a déclaré M. Doyen, expert, M. Winter, Mme Hans Bossard qui a retourné Ernest Judet ? Rien ! ce n'est pas une nouvelle conférence qu'il prépare sur sa politique, sa conception de la diplomatie, sa conception de la vie d'un ministre des affaires étrangères idéal.

L'assassinat d'un conseiller général du Finistère

La culpabilité de Sezec s'affirme

Paris, 5. — Arrivé au Havre, mercredi matin, vers 11 heures, après une dure journée passée dans les bois et sur la route de Houdan, M. Vidal, décidément infatigable, commença son enquête, dès sa descente du train.

M. Lescouvé déclare ensuite que M. Ernest Judet s'occupait des idées bonapartistes et que ce n'est pas à tort que les Allemands s'adressaient à lui mais. Non ! répliqua M. Judet à son banc.

Plus tard, le procureur annonce qu'il donnera ses conclusions demain après-midi.

Bagarres sanglantes en Angleterre

La lutte se déroula entre policemen et mineurs et il y eut 250 blessés

Nous avons brièvement relaté hier que de sanglantes bagarres entre policiers et grévistes avaient éclaté à Whitehaven (Cumberland).

Ces grévistes ont au nombre de 2.500 et il y a sept semaines qu'ils ont cessé le travail.

Mardi soir, à la suite d'une manifestation la foule se rassembla autour des bureaux de la Compagnie affectée par la grève. Les policiers voulurent disperser les mineurs et chargèrent plusieurs fois à coups de bâton.

Finalement, les manifestants décidèrent d'organiser à leur tour une attaque en masse contre la police.

D'énormes pierres servirent à faire un tir préparatoire et une bataille rangée s'ensuivit. Elle dura jusqu'au petit jour, et les deux camps eurent le plus grand mal à conserver leurs positions.

Pendant ce temps, des bandes de jeunes gens parcouraient le village, brisant les vitres des magasins et démolissant à coups de pierres toutes les vitres de la caserne de police, du tribunal et d'autres bâtiments.

Mercredi, un calme relatif régna à Whitehaven, mais on pouvait croire que la ville avait été bombardée. Nombre de maisons avaient subi de sérieux dégâts et plusieurs rues étaient jonchées de pierres et de verres brisés.

On comptait environ 230 blessés du côté des manifestants et 20 policemen.

30.000 dockers on grève

Londres, 5. — On compte environ 30.000 dockers en grève, à l'heure actuelle, dont 14.000 à Londres.

Ceux de Manchester vont, paraît-il, suivre le mouvement, ce qui porterait le nombre des grévistes à 40.000.

EN DEUX LIGNES

Paris. — Georges Barbot, l'ancien volé à Lille, a été promu chef de la Légion d'honneur.

Dion. — Le 12 juillet, M. Millierand présidera les fêtes du bicentenaire de l'Université.

Londres. — La Bourse d'Angleterre a élevé le taux de son escompte, de 3 à 4 %.

Paris. — Le général Degoutte a été élevé à la dignité de Grand-Roi, Légion d'honneur.

Constantinople. — On croit que le gouvernement d'Angora a rattaché les classes récemment à Prague. — 18 ans d'emprisonnement à Soudrai, qu'assassina le ministre Raspi.

QUE PENSEZ-VOUS

Les premiers chapitres du budget d'un médecin qui obtient des dépenses recouvrables sont adoptés

Les R. L. ont fourni un magnifique effort

Paris, 5. — La Chambre a continué la discussion du budget des dépenses recouvrables. Le ministre des Régions Libérées, M. HEBEL, a rappelé en un long discours, bourré de chiffres, l'admirable effort des habitants des pays envahis, qui, au lendemain de la guerre, n'ont pas hésité à recueillir parmi les ruines afin de mener à bien la lourde tâche de reconstruction.

Les prestations en nature

Le Ministre commença par faire justice des accusations lancées par M. DESJARDINS, député de l'Aisne. Les fonctionnaires des R. L. ont été réduits de 25.000 à 15.000 et les crédits de la loi de 1920 ont été réduits de 1 milliard 500 millions à 882 millions. Ces chiffres se passent de commentaires.

Après avoir entendu le discours de M. FERRY, le ministre des R. L. rappela toutes les tractations pour la mise en pratique des accords relatifs aux prestations en nature et notamment pour les accords de Wiesbaden.

Depuis les accords de Wiesbaden, jusqu'à leur entrée en vigueur, il n'y avait eu que pour 9 millions de marks-or de livraisons en nature et il y en eut pour 13 millions du 1er août 1922 au 31 juillet 1923.

A cela il faut ajouter les saisies faites dans les pays occupés : sucre 50 millions — matières colorantes, 200 millions — engrais et soie, 30 millions.

Si les prestations n'ont pas été plus fortes, il faut en imputer la faute à la mauvaise foi allemande.

Le montant total constaté par la Commission des réparations serait pour 1922, de 1 milliard 900 millions.

M. FERRY ajouta qu'en ce moment on procède à des expériences d'emploi d'ouvriers dans les R. L.

L'admirable effort des populations des R. L.

Au lendemain de la guerre, rappelle le Ministre, 3 millions 300.000 hectares de cultures furent détruites, 1 milliard 900 millions en luzerne et les rendements des premiers mois de 1922 font prévoir qu'ils atteindront cette année près de 3 milliards.

Le député-maire de Denain, M. François Lefebvre expose ensuite les desiderata des habitants de la région de Valenciennes pour l'aplanissement de quelques difficultés administratives.

Après une intervention de M. FERRY et une courte polémique personnelle entre M. FERRY et M. ARDIEU, le discours général est clos et on adopte divers chapitres relatifs aux services relevant du Ministère des Finances.

BINGIER rappelle sa demande d'interpellation sur les dépenses des R. L. et sur les dépenses des sociétés. On lui promet réparation des cas commis.

Le délégué des différents du chapitre continue, émettant des réserves sur les dépenses de M. Philippoteau, notamment, réclame pour les petits sinistrés et signale les abus des cessions de dommages. La séance est ensuite suspendue et la discussion renvoyée à la séance du soir.

La réforme de l'enseignement secondaire

L'ordre du jour de la séance de la matinée comportait la suite des interpellations sur la réforme de l'enseignement secondaire.

M. HEBEL dit dans un discours qu'il n'est qu'un long réquisitoire contre le « statu quo » plutôt que la réforme proposée. On ne doit pas imposer de réformes à la fois et de la fois, évitant ce qui nécessite de longues années d'efforts. Il est donc ridicule de vouloir en 2 et en 4 ans vouloir imposer ces longues et difficiles réformes en se bornant à réclamer nettement pour le rejet de la réforme.

La suite des interpellations est renvoyée à vendredi matin.

AU SENAT

Les locataires menacés d'expulsion bénéficient de nouveaux délais de grâce

Paris, 5. — Le Sénat a adopté la proposition de loi tendant à interdire aux expulsions de locataires, mais le texte est différent de celui voté par la Chambre.

D'abord au sujet des locaux militaires vidés, le rapporteur promet qu'il sera statué à ce sujet avant le 15 octobre, de façon à ce que la remise soit faite aux municipalités, des casernes inoccupées.

Toutes les dispositions de la loi de 1922 au sujet des prorogations de loyers seront applicables à la nouvelle loi, ce qui permettra de sauvegarder les droits des locataires de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.

Dans les localités au-dessus de 10.000 habitants, le délai d'usage des congés pour les locations verbales lorsqu'il ne dépasse pas trois mois est porté au double. Cette disposition s'applique aux locaux militaires vidés et aux locaux de guerre.

Le texte adopté est ainsi conçu : Les dispositions de la loi du 30 décembre 1922 tendant à suspendre les délais d'entrée en force des dispositions de la loi de 1922, sont prorogées, sans que le délai de grâce accordé puisse dépasser le 1er juillet 1924.